



Cour constitutionnelle

Nouveaux arrêts prononcés

Numéro d'arrêt : 142/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7799

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Code des impôts sur les revenus 1992 (articles 23, § 1er, 1^o, et 27)

Mots-clés : Droit fiscal - Impôt des personnes physiques - Revenus de biens immobiliers - Requalification - Revenus professionnels - Profits - Revenus d'une occupation lucrative

Dispositif : Non-violation (articles 23, § 1er, 2^o, et 27 du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils étaient applicables aux exercices d'imposition 2017 à 2019)

Les quatrième et cinquième questions préjudicielles sont irrecevables

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-142f.pdf>

Numéro d'arrêt : 143/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7830 • 7875

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Ordonnance de la Commission communautaire commune du 7 avril 2022 « modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé »

Mots-clés : Droit public - Mesures en vue de prévenir ou de limiter la propagation du COVID-19 - Délégation au Collège réuni

Dispositif : Rejet des recours

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-143f.pdf>

En bref : La Cour rejette les recours contre l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 7 avril 2022 qui habilite le Collège réuni à prendre certaines mesures en vue de lutter contre la propagation de la COVID-19

Numéro d'arrêt : 144/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7831

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (article 23)

Mots-clés : Droit administratif - Emploi des langues en matière administrative - Communes périphériques - Région de langue néerlandaise - Séances du conseil communal

Dispositif : - Non-violation (article 23 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, dans l'interprétation selon laquelle l'obligation d'utiliser, dans les communes périphériques, la langue de la région linguistique lors de la séance du conseil communal s'applique également à un membre du conseil communal qui est également un représentant de la commune à l'assemblée générale d'une association communale, et qui prend la parole en cette qualité afin d'introduire le point à l'ordre du jour concernant l'assemblée générale de l'association communale et de le soumettre au vote du conseil communal)

- La troisième question préjudicielle n'appelle pas de réponse

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-144f.pdf>

Numéro d'arrêt : 145/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7854

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 28 février 2022 « portant des dispositions diverses en matière d'énergie » (articles 18, § 2, 1^o, 19, § 1er et § 2, 4^o, 21, § 2, et 23)

Mots-clés : Énergie - Crise de l'énergie - Augmentations des prix - Prime de chauffage - Titulaires d'un

contrat d'électricité résidentiel - Résidents des centres de soins résidentiels

Dispositif : Rejet du recours

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-145f.pdf>

Numéro d'arrêt : 146/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7866

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 15 juin 1935 « concernant l'emploi des langues en matière judiciaire » (article 39bis)

Mots-clés : Droit judiciaire - Emploi des langues en matière judiciaire - Principe de l'unité de la langue de la procédure - Exception - Matière régie par le Code belge de la navigation - Usage de l'anglais - Exclusion - Litige commercial international

Dispositif : Non-violation

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-146f.pdf>

Numéro d'arrêt : 147/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7877

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région wallonne du 22 septembre 2022 « relatif à la suspension de l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires »

Mots-clés : Logement - Région wallonne - Locataire - Expulsion - Interdiction temporaire des expulsions domiciliaires - Crise énergétique

Dispositif : Rejet du recours (sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.20.6)

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-147f.pdf>

Communiqué de presse : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-147f-info.pdf>

En bref : La Cour rejette le recours dirigé contre le décret wallon qui a suspendu l'exécution des jugements ordonnant une expulsion de domicile du 1er novembre 2022 au 15 mars 2023

Numéro d'arrêt : 148/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7887

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 3 juillet 1978 « relative aux contrats de travail » (article 39, § 1er, alinéa 3)

Mots-clés : Droit du travail - Contrats de travail - Prestations de travail réduites - Licenciement - Indemnité compensatoire de préavis - Base de calcul - Rémunération en cours - Rémunération variable - Contrat de travail suspendu pour cause de chômage temporaire pour force majeure liée à la COVID-19

Dispositif : La question préjudicielle n'appelle pas de réponse (compte tenu de ce qui est dit en B.9)

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-148f.pdf>

En bref : Pour calculer l'indemnité de congé due à un travailleur dont la rémunération est variable, il ne faut pas prendre en compte, dans la moyenne de la rémunération des 12 derniers mois, les mois de chômage temporaire pour cause de COVID-19

Numéro d'arrêt : 149/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 7897

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région flamande du 15 juillet 2022 « modifiant le décret sur l'Energie du 8 mai 2009, en ce qui concerne les conditions de désignation des gestionnaires du réseau de distribution »

Mots-clés : Recours en annulation - Désistement

Dispositif : Désistement

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-149f.pdf>

Numéro d'arrêt : 150/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 8007

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 « réglant l'octroi des prestations familiales » (articles 3, 4°, 4, 1°, et 37)

Mots-clés : Sécurité sociale - Bruxelles-Capitale - Commission communautaire commune - Allocations familiales - Exclusion - Enfants étrangers non-inscrits dans un registre de la population tenu par une commune belge

Dispositif : Annulation (les mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019)

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-150f.pdf>

Numéro d'arrêt : 151/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 8009

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) :

Mots-clés : Procédure préliminaire - Recours en annulation - Irrecevabilité manifeste - Requête

Dispositif : Rejet du recours

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-151f.pdf>

Numéro d'arrêt : 152/2023

Date d'arrêt : 9/11/2023

Numéro(s) de rôle : 8066

Procédure : Demande de suspension

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région flamande du 9 juin 2023 « modifiant le décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement, en ce qui concerne l'introduction de mesures transitoires pour les permis dans le cadre de l'Approche programmatique de l'Azote » (article 3)

Mots-clés : Environnement - Région flamande - Approche programmatique de l'azote - Élevages ou installations de traitement des engrais - Permis - Prolongation - Mesures transitoires

Dispositif : Rejet de la demande de suspension

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2023/2023-152f.pdf>